

Les motards en colère dénoncent les mesures de « sécurité rentière »

Cette fin de semaine, dans quatre-vingt-cinq agglomérations de l'hexagone, des milliers adhérents et sympathisants de la Fédération française des motards en colère, ont dénoncé « les mesures de sécurité rentières » édictées par le gouvernement. À Toulon, hier après-midi, ils étaient une petite centaine. Regroupés sur le parking du Palais des Sports, ils ont apposé leur opposition sur leurs plaques d'immatriculation: « Non aux 80 km/h ». Escortés par la Police nationale, les CRS et un patrouilleur Escota, ils se sont dirigés vers l'avenue de la République puis vers l'autoroute en direction de Hyères avant de revenir sur Toulon. Au passage, le cortège a fait une halte au niveau de deux radars pour les emballer dans des sacs-poubelles.

Contre la privatisation

Porte-parole des manifestants, Sébastien Roig, José



Le défilé des motards a été remarqué, hier, entre Toulon et Hyères.

(Photo M. Sk.)

Loubry et Thierry Modolo pestaient en vrac contre : « La privatisation des radars, la verbalisation par vidéo-surveillance, des routes privées de plus en plus chères, le réseau routier public dégradé, le non-respect des normes d'installation des dos-d'âne et des coussins berlinois et la vitesse limitée à 80 km/heure au lieu des 90 actuels. »

Sur ce dernier grief, ils déplorent que « les dirigeants ne tiennent pas compte des avis du Conseil national de sécurité routière. La consommation de carburant ne sera pas réduite et les dépassements deviendront hasardeux. Il ne s'agit pas de sécurité routière, mais bien de trouver de l'argent par la verbalisation », estiment-ils.

M. SK.